

[EN CLAIR]

UN CASSE-TÊTE EUROPÉEN : COMMENT CONCILIER
DURABILITÉ ET DÉFENSE ?



Par Clovis DE BRYAS

LES PUBLICATIONS



LES JEUNES
IHEDN

À PROPOS DE L'ARTICLE

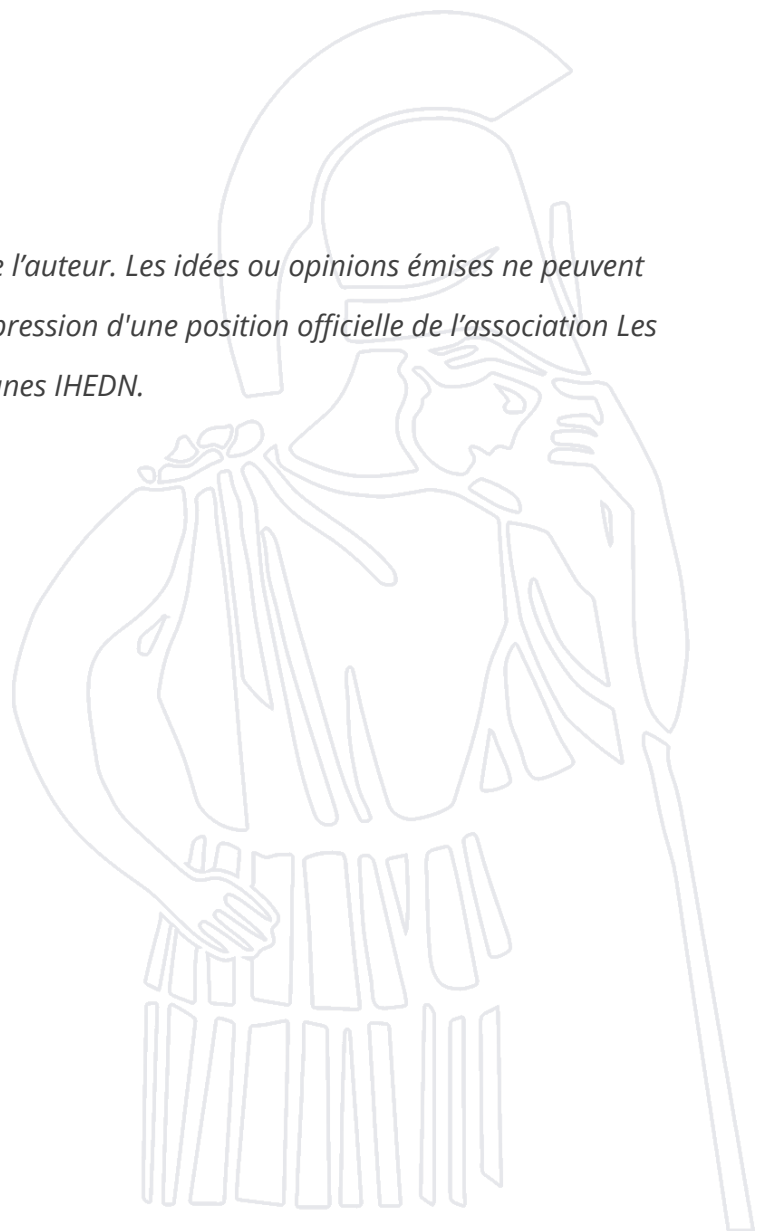
L'invasion soudaine de l'Ukraine et le déplacement du centre de gravité des relations internationales ont entraîné une prise de conscience du besoin vital pour l'Europe d'assurer elle-même sa défense, en d'autres termes d'acquérir une autonomie stratégique. Cependant, alors que l'industrie d'armement européenne a plus que jamais besoin de financement, la production d'armes pourrait être classifiée comme étant non durable dans le cadre du règlement "Taxonomie", entravant alors l'attractivité de l'industrie de défense aux yeux des investisseurs.

À PROPOS DE L'AUTEUR



Clovis DE BRYAS est étudiant en troisième année d'économie et politique à l'Université de Bath et de droit à l'Université Panthéon-Assas Paris II. Clovis de BRYAS a effectué un stage d'un an à *FleishmanHillard*, un cabinet de conseil en affaires publiques à Bruxelles. Il est membre du Comité Europe des Jeunes IHEDN depuis juin 2022.

Ce texte n'engage que la responsabilité de l'auteur. Les idées ou opinions émises ne peuvent en aucun cas être considérées comme l'expression d'une position officielle de l'association Les Jeunes IHEDN.



Un casse-tête européen : comment concilier durabilité et défense ?

Les années passées ont vu émerger deux phénomènes concomitants et parfois antinomiques altérant de manière substantielle les prises de décision politiques au sein de l'Union européenne (UE). La prise en compte d'un besoin de défense accru à l'échelle européenne ainsi que l'urgence du défi climatique sont désormais deux priorités absolues au niveau européen. L'extension de la Taxonomie, classifiant les activités économiques ayant un impact positif sur l'environnement, incarne ce dilemme existentiel entre durabilité et sécurité que les acteurs institutionnels européens devront trancher.

Une interconnexion grandissante des questions climatiques et sécuritaires

Trente ans après l'effondrement de l'Union soviétique, les cartes des relations internationales ont été rebattues, entraînant une prise de conscience de la part de l'UE d'urgence à assurer sa sécurité. Cette perception a été amplifiée par l'invasion soudaine de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022. Alors qu'au sortir de la guerre froide certains annonçaient la fin de l'Histoire du fait du triomphe global du libéralisme¹, la conjoncture géopolitique a évolué et engendré un monde interconnecté, complexe et dangereux. Les rivalités entre acteurs se sont intensifiées et des nations se voulant empire pointent du doigt avec fielle les démocraties libérales occidentales dont l'hégémonie est remise en question. Répétant le sempiternel Piège de Thucydide, la montée en puissance de la Chine, jadis usine du monde et désormais première puissance économique mondiale, illustre ce fait. De même, le centre de gravité de la mappemonde a indiscutablement dérivé vers l'Indopacifique, soulevant des interrogations quant à la capacité des États-Unis, qui semblent avoir abandonné leur rôle de gendarmes du monde, à assurer la sécurité du vieux continent. C'est ainsi que dans ses priorités exprimées en amont de sa prise de fonction de présidente de la Commission européenne, Ursula VON DER LEYEN, a

¹ FUKUYAMA, Francis. La fin de l'Histoire et le dernier homme, Flammarion, 1992, 656 p.

insisté sur la nécessité de « *parvenir à une véritable Union européenne de la défense* »², faisant écho aux demandes répétées d'Emmanuel MACRON d'instaurer une autonomie stratégique européenne³.

En parallèle, la crise climatique semble avoir cristallisé toutes les attentions. Alors que depuis sa création en 1988, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) alarme régulièrement le monde de l'urgence du défi qui se présente à l'Humanité, les réponses proposées par les acteurs institutionnels semblent limitées. Les engagements de la quasi-totalité des États membres de l'Organisation des Nations Unies (ONU) depuis la Convention de Kyoto de 1995 ne permettent pas d'atteindre l'objectif escompté (le Conseil d'État ayant notamment enjoint le Gouvernement français à prendre des mesures jugées nécessaires⁴, ultimatum resté lettre morte). Si l'Agence européenne de l'environnement a souligné que les émissions de gaz à effet de serre sont en constante baisse depuis 1990⁵, l'objectif de l'UE en matière environnementale demeure néanmoins un des plus ambitieux du monde et affiche une volonté d'accélérer sur la transition climatique. Présenté le 11 décembre 2019 alors que venait tout juste de commencer le mandat de la Commission européenne, le Pacte vert européen vise à accomplir la transition écologique telle que définie par l'Accord de Paris sur le climat adopté le 12 décembre 2015, c'est-à-dire parvenir à la neutralité carbone à l'horizon 2050⁶. Ce Pacte Vert, véritable pierre angulaire de l'action de la Commission VON DER LEYEN, complète de précédentes initiatives européennes relatives au lien nouant sécurité et environnement. En effet, l'UE n'a pas tardé à incorporer une dimension environnementale dans les

² VON DER LEYEN, Ursula. Une Union plus ambitieuse [en ligne]. Commission européenne, 2019 [19/09/2022]. Disponible sur : https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/political-guidelines-next-commission_fr.pdf.

³ MACRON, Emmanuel. Pour une Europe souveraine, unie, démocratique [Discours à la Sorbonne]. Paris, France, 2017. Disponible sur : <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2017/09/26/initiative-pour-l-europe-discours-d-emmanuel-macron-pour-une-europe-souveraine-unie-democratique>.

⁴ « Émissions de gaz à effet de serre : le Conseil d'État enjoint au gouvernement de prendre des mesures supplémentaires avant le 31 mars 2022 ». Conseil d'État [en ligne], 1er juillet 2021 [consulté le 18/09/2022]. Disponible sur : <https://www.conseil-etat.fr/actualites/emissions-de-gaz-a-effet-de-serre-le-conseil-d-etat-enjoint-au-gouvernement-de-prendre-des-mesures-supplementaires-avant-le-31-mars-2022>.

⁵ « Historical trends and future projections of greenhouse gas emissions », Agence européenne de l'environnement [en ligne], 26 octobre 2021 [consulté le 18/09/2022]. Disponible sur : <https://www.eea.europa.eu/data-and-maps/figures/figure-1-historical-trends-and/>.

⁶ Commission européenne [en ligne]. Commission européenne, 2019 [consulté le 19/09/2022]. Disponible sur : https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/european-green-deal_fr.

questions de sécurité et de défense. La dégradation de l'environnement et ses conséquences sécuritaires ont notamment été mentionnées dans la Stratégie Sécuritaire Européenne de 2003⁷, la Stratégie Globale de l'UE de 2016⁸ ainsi que dans de récentes lignes directrices du Service européen pour l'action extérieure concernant les missions civiles de la politique de sécurité et de défense commune européenne⁹ (PSDC). Cependant, alors que l'Union est déterminée à accélérer sur les questions environnementales et sécuritaires, elle doit faire face à ses contradictions, comme l'illustre l'exemple de la Taxonomie sociale.

Le choix cornélien de l'extension de la Taxonomie

En 2019, la Commission européenne, en proposant le règlement de la Taxonomie, a soumis aux colégislateurs européens son ambition de classer les activités économiques ayant un impact positif sur l'environnement. Ainsi, la Taxonomie, désormais en vigueur, permet aux investisseurs de s'orienter vers des activités vertes, contribuant alors à l'ambition européenne en matière climatique, telle que définie dans le Pacte vert. Cependant, le caractère complexe et technique du dessein a obligé la Commission européenne à déléguer à un organe consultatif. C'est donc la Plateforme sur la finance durable (PSF, de l'anglais Platform on Sustainable Finance) qui est chargée de l'établissement de critères d'examen techniques permettant à une activité économique d'être conforme aux exigences de la Taxonomie. Ces critères sont ensuite appliqués par la Commission via des actes délégués, mesures d'exécution du niveau 2, selon la démarche en vigueur dans la législation européenne dans les secteurs bancaire et financier (processus LAMFALUSSY). En février 2022, alors que les premiers actes délégués faisaient déjà force de loi, la Commission soumit aux États membres et au Parlement européen un acte délégué sur l'inclusion de l'énergie nucléaire et du gaz dans la

⁷ « European Security Strategy ». Secrétariat Général du Conseil. [en ligne], 2009 [consulté le 19/09/2022]. Disponible sur : <https://www.consilium.europa.eu/media/30823/qc7809568enc.pdf>.

⁸ « Shared Action, Common Action: A Stronger Europe ». Service européen pour l'action extérieure [en ligne], 2016 [consulté le 19/09/2022]. Disponible sur : https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/eugs_review_web_0.pdf.

⁹ « Operational Guidelines for integrating environmental and climate aspects into civilian Common Security and Defence Policy missions ». Service européen pour l'action extérieure [en ligne]. 2009 [consulté le 19/09/2022]. Disponible sur : <https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-11095-2022-INIT/en/pdf>.

Taxonomie. L'acte délégué a provoqué un véritable raz-de-marée en ce qu'il n'incorpore pas les suggestions de la PSF par rapport aux critères d'examen techniques pour les deux activités, classifiant de ce fait les deux activités comme durables avec des critères plus généreux que ceux proposés par la plateforme. Certains députés européens n'ont pas hésité à dénoncer une cabale orchestrée par la France et l'Allemagne dont les mix énergétiques dépendent grandement du nucléaire pour l'une et du gaz pour l'autre¹⁰. Après quatre mois de période d'examen dans les deux instances législatives de l'UE, l'acte délégué, cause d'un rare tintamarre dans l'écosystème européen, a finalement été adopté. Alors que d'aucuns condamnent cette initiative de la Commission européenne perçue comme un acte d'écoblanchiment¹¹, cette dernière, affaiblie politiquement et faisant de ce fait profil bas, ne semble pas disposer de la capacité à se hasarder à d'autres actes délégués politiquement sensibles pouvant fragiliser sa crédibilité d'ici la fin de son mandat.

La controverse autour de l'acte délégué sur le nucléaire et le gaz a ainsi sonné le glas du projet de la Commission européenne d'étendre la Taxonomie durant son mandat actuel, prenant fin en 2024. La Commission, considérant que la notion de durabilité ne s'arrêtait pas à la protection de l'environnement, avait en effet pour ambition de proposer une extension de la Taxonomie afin qu'elle englobe aussi les questions sociales au lieu de s'arrêter à la composante « verte » de la notion de durabilité. De ce fait, la PSF a publié le 28 février 2022 un rapport sur une taxonomie sociale¹². Le rapport, qui propose de classifier la production de certains armements comme nuisible, a été largement dénoncé par beaucoup, à commencer par le député européen allemand Markus FERBER du Parti populaire européen (PPE). M. Markus FERBER, d'une influence accrue à Bruxelles, a notamment évoqué la nécessité de promouvoir un secteur de la défense européen

¹⁰ « The controversial Taxonomy is on the ropes – now it's time to deliver the knockout blow ». Euractiv [en ligne], 4 juillet 2022, [consulté le 16/09/2022]. Disponible sur : <https://www.euractiv.com/section/energy-environment/opinion/the-controversial-taxonomy-is-on-the-ropes-now-its-time-to-deliver-the-knockout-blow/>.

¹¹ « Big Finance and Activists Slam 'Disappointing' EU Gas Vote ». Bloomberg [en ligne], 6 juillet 2022, [consulté le 16/09/2022]. Disponible sur : <https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-07-06/eu-slammed-over-gas-vote-as-bankers-warn-of-new-greenwash-risks>.

¹² « Final report on Social Taxonomy ». Platform on Sustainable Finance [en ligne], 28 février 2022, [consulté le 16/09/2022]. Disponible sur : https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/business_economy_euro/banking_and_finance/documents/280222-sustainable-finance-platform-finance-report-social-taxonomy.pdf.

pérenne¹³, particulièrement dans un contexte de tensions exacerbées par la guerre en Ukraine, une analyse secondée par M. Hans Christoph ATZPODIEN, directeur général du lobby Groupement des Industries Allemandes de Sécurité et Défense (BDSV en allemand). Exhortant la Commission européenne à reconnaître l'industrie de défense comme contribuant positivement aux objectifs de durabilité sociale de l'UE, M. Hans Christoph ATZPODIEN a ainsi appelé à tout bonnement ignorer le rapport de la PSF, qui se veut apolitique et composée d'experts en matière de durabilité. Loin d'être la seule à se soucier du sous-investissement que la classification négative de certains armements pourrait avoir sur l'industrie européenne, la BDSV (dont il reste à s'assurer le soutien du gouvernement fédéral allemand tripartite en la matière¹⁴, alors que l'industrie allemande occupe la quatrième place au niveau mondial pour la production d'armes) a été suivie par d'autres acteurs européens. L'Association des industries de l'aérospatiale et de la défense¹⁵ (ASD), le vice-gouverneur de la Banque nationale tchèque, M. Marek MORA¹⁶, ainsi que le ministère de la défense slovaque¹⁷, ont tous avancé que la situation actuelle ne permettait pas de classer les armes comme socialement nuisibles.

Ainsi, l'ambition européenne de devenir leader en matière de durabilité fait face à d'importants obstacles, parmi lesquels celui d'assurer pour l'UE une autonomie et une indépendance en matière de sécurité et de défense, alors que la guerre est aux portes de l'Europe et que les menaces s'amplifient. La prochaine Commission, dont le mandat débutera en 2024, se devra d'apporter une solution claire à cette impasse face à laquelle la Commission VON DER LEYEN se retrouve paralysée, à la suite d'initiatives controversées l'ayant affaiblie politiquement.

¹³ « EU Social Taxonomy is right to exclude weapons ». ESG Clarity [en ligne], 10 mars 2022, [consulté le 08/09/ 2022]. Disponible sur : <https://esgclarity.com/eu-social-taxonomy-is-right-to-exclude-weapons/>.

¹⁴ « Rüstungsaktien ESG-konform?: Rheinmetall, Hensoldt: "Sicherheit als Mutter aller Nachhaltigkeit"? – Meinungen ». FinanzNachrichten.de, 21 mars 2022, [consulté le 18/09/2022]. Disponible sur : <https://www.finanznachrichten.de/nachrichten-2022-03/55557444-ruestungsaktien-esg-konform-rheinmetall-hensoldt-sicherheit-als-mutter-aller-nachhaltigkeit-meinungen-049.htm>.

¹⁵ « Sustainability and the European defense industry ». ASD, 6 octobre 2021, [consulté le 17/09/2022]. Disponible sur : <https://www.asd-europe.org/sustainability-and-the-european-defence-industry>.

¹⁶ MAREK, Mora. Our sustainability cannot be taken for granted [Discours]. Prague, République Tchéque, 2022. Disponible sur : <https://www.czdefence.com/article/our-security-cannot-be-taken-for-granted>.

¹⁷ « Arms production to change label in EU Taxonomy ». Euractiv, 22 mars 2022, [consulté le 17/09/2022]. Disponible sur : https://www.euractiv.com/section/politics/short_news/arms-production-to-change-label-in-eu-taxonomy/.



LES JEUNES
IHEDN

publication@jeunes-ihedn.org